



Contribution de Jean RENARD

Rapporteur général du Conseil de développement

renard.jean@numericable.fr

Faire de la politique, vivre de la politique

Dans le dernier numéro du Monde diplomatique (janvier 2014), un article intéressant soulève la question des relations entre élus et techniciens à propos de la récente loi sur les métropoles (pages 16 et 17, sous la plume de deux universitaires, F. Desage et D. Guéranger). Rappelons pour mémoire que Nantes, ou plus exactement la communauté urbaine, bénéficie de ce nouveau statut de métropole, au même titre que Rennes et Brest (?).

A la veille des élections municipales qui vont redistribuer la répartition des élus à l'échelle de la métropole, cet article invite à réfléchir. C'est pourquoi je me permets d'y faire écho ici.

L'argumentation des auteurs de l'article repose sur l'idée que la multiplication des structures intercommunales et la désignation au second degré des élus conduisent à une dépolitisation du local. On peut aisément examiner le cas nantais à l'aune de leurs réflexions.

L'intercommunalité, ici la métropole à 24 communes, conduirait à gommer les débats de fond au profit d'un consensus apparent dans lequel les maires, « loin d'être affaiblis par l'intercommunalité, jouissent d'un droit de veto et d'un pouvoir accru ».

Il est vrai que les questions qui fâchent, celles qui portent à polémique, notamment la fixation des priorités en matière d'aménagement et de développement du territoire, ou les politiques en faveur des populations les plus fragiles comme les roms et les aires d'accueil des gens du voyage, sont occultées.

Par exemple, y a-t-il eu un débat de fond sur le transfert de l'aéroport au sein de la communauté urbaine ? De même, y a-t-il eu débat contradictoire au fond sur l'implantation du nouveau CHU ? Est-ce que l'on s'interroge sur les difficultés du port de Nantes dont les trafics sont en baisse sérieuse depuis deux ou trois années, alors même que l'identité du territoire repose sur la bonne santé des activités liées au fleuve. Naguère, le président Jean-Joseph Régent avait alerté les autorités sur la priorité à donner à ces aspects portuaires.

La mise en œuvre de l'étoile ferroviaire, atout considérable pour notre agglomération, fait-elle débat au sein des élus communautaires ? On se contente, semble-t-il, de reconstruire la gare sans élaborer en même temps un projet favorisant les dessertes en jouant sur la totalité du réseau à réaménager. En ce sens, la réouverture de ligne de Châteaubriant n'est qu'un élément.

Bien d'autres aspects d'aménagement mériteraient des débats largement ouverts avec la participation des associations et des citoyens volontaires, ces derniers de plus en plus nombreux.

Une des raisons de l'écart de plus en plus grand entre élus et citoyens et la méfiance exprimée par ces derniers vis-à-vis des premiers ne tient-elle pas au fait que désormais les élus entendent vivre de la politique plutôt que vouloir faire de la politique ?

Je pense que ces questions mériteraient débat au sein du Conseil de développement, constitué, rappelons-le à tous, uniquement de bénévoles.